

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE
N° E-2018-258 du 6 novembre 2018 pris à l'encontre de la SAS BIOQUERCY
portant sur l'exploitation de l'unité de méthanisation située à GRAMAT**

Le Préfet du Lot,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre 1er du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°E-2018-258 du 6 novembre 2018 pris à l'encontre de la SAS BIOQUERCY de respecter les dispositions des articles 1.4.1, 2.5.1, 3.1.3 et 8.4.2.6 de l'arrêté préfectoral n°E-2016-281 du 9 novembre 2016 modifié l'autorisant à exploiter une unité de méthanisation au lieu-dit « Les Places Hautes » sur le territoire de la commune de GRAMAT (46500) ;

Vu le courrier en date du 23 novembre 2018 et les éléments de réponse de l'exploitant ;

Vu le contrôle documentaire réalisé par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure susvisé, faisant l'objet d'un rapport en date du 11 décembre 2018 ;

Considérant que l'exploitant a répondu à l'ensemble des points de la mise en demeure susvisée ;

Considérant que l'exploitant s'est engagé à poursuivre la mise en place des équipements nécessaires au traitement efficace des odeurs et à en justifier la performance, que des mesures du rejet du biofiltre et un suivi du ressenti des riverains ont déjà été mis en place ;

Considérant que l'exploitant s'est engagé à mener les procédures de régularisation administrative, induites par les écarts entre la construction existante et la description contenue dans le dossier de demande d'autorisation, jusqu'à la mise en conformité totale du site ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Lot ;

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°E-2018-258 en date du 6 novembre 2018 susvisé est abrogé.

Article 2 : Le présent arrêté est applicable à compter de sa notification.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Lot, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié :

- à Monsieur le Sous-Préfet de Gourdon
- au Chef de l'Unité Interdépartementale Tarn-et-Garonne / Lot de la DREAL Occitanie à CAHORS,
- au Maire de GRAMAT,
- au Président de la SAS BIOQUERCY.

Fait à Cahors, le 18 DEC. 2018

Le Préfet du Lot,

Jérôme FILIPPINI

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet du Lot, Place Chapou, 46009 Cahors Cedex. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau, 75008 Paris Cedex. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse (68, Rue Raymond IV, 31000 Toulouse).